Mobilisation sans précédent des femmes à la veille des élections au Burundi

PANA, 11/01/2010Bujumbura, Burundi - Des organisations fÃ©minines se tiennent dÃ©jÃ prÃªtes avec une "stratÃ©gie nationale" pour une meilleure participation des Burundaises aux secondes Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit qui dÃ©buteront, dÃ¨s le mois de mai prochain, par les municipales, apprend-on des activistes des droits de la femme Ã Bujumbura.Le document de la stratÃ©gie a Ã©tÃ© Ã©laborÃ© par la "synergie des partenaires pour la promotion des droits de l femme" (SPPDF, une ONG fÃ©ministe locale), avec comme principale ambition d'augmenter le nombre de femmes aux "Ã©lectrices et candidates" Ã tous les niveaux.
Les Burundaises n'en sont toutefois pas Ã leur premier coup d'essai et le document rappelle, Ã ce propos, qu'un plaidoyer "musclÃ©", menÃ© au cours des nÃ©gociations inter-burundaises de paix de 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, avait permis d'arracher aux hommes un quota minimum de 30% de reprÃ©sentation aux gouvernement et parlement.Ainsi, au lendemain des premiÃ¨res Ã©lections post-conflit de 2005, il y avait une femme vice-prÃ©sidente de la RÃ©publique (Mme Alice Nzomukunda), une prÃ©sidente de l'AssemblÃ©e nationale (Mme ImmaculÃ©e Nahayo), 35% de femmes au gGuvernement, 31% Ã l'AssemblÃ©e nationale, 35% au SÃ©nat, 13% au niveau de l'administration communale, 21% au niveau des conseillers communaux et 14% au niveau des Ã©lus collinaires, se souvient-on Ã la SPPDF.MalgrÃ© l'avancÃ©e en matiÃ¨re de participation politique de la femme, le taux des Ã©lues reste faible aussi bien Ã la base qu'au niveau du Parlement oÃ¹, sur 37 femmes dÃ©putÃ©es, 13 ont Ã©tÃ© cooptÃ©es, et au niveau du SÃ©nat, oÃ¹ sur 17 sÃ©natrices, 9 ont Ã©galement cooptÃ©es, relÃ¨ve-t-elle.Ce systÃ¨me de cooptation n'est pas du goÃ»t de la synergie qui trouve qu'il doit perdre de sa raison d'Ãªtre et le meilleur moyen d'y arriver est de parvenir, "par tous les moyens possibles", Ã ce que le pourcentage des femmes Ã©lues soit supÃ©rieur Ã 30% Ã tous les niveaux lors des consultations populaires des mois prochains.Par ailleurs, le risque de recul reste grand et s'est dÃ©jÃ manifestÃ© aux cours des diffÃ©rents changements qui ont fait qu'il n'y a plus une seule femme dans les cinq plus hautes fonctions de la RÃ©publique (prÃ©sidence, AssemblÃ©e nationale, SÃ©nat) alors qu'au dÃ©part il y avait 3 hommes et 2 femmes, dÃ©plore- t-on encore du cÃ´tÃ© de la SPPDF.En somme, la femme a Ã©tÃ© comme une proie facile dans les luttes politiques pour des postes stratÃ©giques, d'oÃ¹ l'idÃ©e d'un travail "Ã©norme" de sensibilisation et de plaidoyer Ã faire dans le sens de susciter, d'une part, l'engagement des partis politiques Ã accorder suffisamment de places aux femmes dans leurs structures et surtout les mettre dans les positions utiles sur les listes Ã©lectorales.Le document de la SPPDF revient Ã la fin sur les causes profondes de la discrimination des femmes dans la vie politique nationale et met en exergue celle en rapport avec la culture qui fait que, depuis longtemps, la politique a Ã©tÃ© considÃ©rÃ©e comme une Â« fonction masculine Â».D'autres causes Ã l'origine de la faible participation de cette catÃ©gorie sociale, qui reprÃ©sente pourtant plus de 51% de la population burundaise, sont les textes Ã©lectoraux qui ne favorisent pas suffisamment, et de faÃ§on explicite, la reprÃ©sentation des femmes, le faible accÃ¨s des femmes Ã l'information ou encore le faible engagement des partis politiques Ã tenir en compte les prioritÃ©s des femmes dans leurs programmes.A titre illustratif, dans le marigot politique national de 43 partis nage une seule femme Ã la tÃªte de l'Alliance dÃ©mocratique pour le renouveau(ADR).Mme Alice Nzomukunda a Ã©tÃ©, dans un passÃ© rÃ©cent, la deuxiÃ¨me vi prÃ©sidente de la RÃ©publique en charge des questions Ã©conomiques et sociales avant de dÃ©missionner de maniÃ¨re fracassante, officiellement pour se dÃ©solidariser de la mauvaise gestion des affaires de l'Etat, disait-elle en 2006, Ã la remise du tablier.Dans ses nouveaux habits d'opposante politique avisÃ©e, Mme Nzomukunda promet Ã qui veut la croire une paritÃ© parfaite de 50% entre les hommes et les femmes et au moins 30% de postes de responsabilitÃ© Ã tous les niveaux aux jeunes si son parti venait Ã prendre le pouvoir par les urnes dans quelques mois.Un calendrier dÃ©taillÃ© de la commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI) prÃ©voit la prÃ©sidentielle au 28 juin, le choix des dÃ©putÃ©s le 23 juillet, celui des sÃ©nateurs le 28 du mÃªme mois et les Ã©lections locales dÃ©but septembre 2010.